

J.-J. Mirassou et Job :

« Baudis doit agir rapidement »

Au nom du groupe socialiste du conseil municipal de Toulouse, Jean-Jacques Mirassou tient à préciser un certain nombre de choses, sur le dossier Job. Un dossier qui n'a malheureusement pas évolué dans le bon sens, remarque-t-il.

C'est dans un premier temps, pour souligner la disponibilité des socialistes qui ont dès le départ du conflit, reçu les travailleurs de Job à la fédération et qui, par la suite se sont rendus dans l'entreprise chaque fois qu'ils ont été sollicités. Néanmoins, il faut savoir qu'aucun élu socialiste n'avait été convié à la fameuse table ronde du 1^{er} novembre à l'aéroport.

Rappelons qu'à l'issue de notre première rencontre, début septembre, un courrier cosigné par plusieurs élus (parlementaires, président du conseil général, conseillers municipaux de Toulouse) a été adressé aux ministres concernés par ce problème (ministre du travail, ministre de l'industrie).

A ce jour, ce courrier n'a toujours pas reçu de réponse...

Rappelons également que le groupe socialiste a déposé un vœu relatif à la situation de l'entreprise Job-Parilux, au cours du conseil municipal du 16 octobre dernier, voté à l'unanimité.

Tout ceci pour démontrer que les socialistes sont conscients d'avoir joué le rôle qui est le leur avec sérieux et responsabilité car rien n'aurait été plus préjudiciable aux travailleurs qui se battent pour la sauvegarde de leurs emplois et de leur entreprise que de

laisser penser qu'il y avait là, matière à politique politicienne.

Pour autant, on ne peut, au niveau des responsabilités, mettre dos à dos ceux qui soutiennent le pouvoir à l'échelon national qui en même temps parce qu'ils gèrent la ville sont comptables des intérêts de Toulouse et des Toulousains et les élus de l'opposition.

Comment est-il possible que les ministres concernés se comportent avec autant de désinvolture à l'égard de la situation de Job-Parilux ?

Nous restons persuadés que la volonté politique est l'outil indispensable à la résolution de ce problème.

Dominique Baudis doit agir rapidement et vigoureusement auprès des ministres concernés pour leur faire comprendre que derrière Job-Parilux existe un savoir faire irremplaçable au service d'un produit de qualité et des problèmes humains importants qui méritent mieux que l'indifférence. Si cette volonté politique se manifeste, les solutions seront d'autant plus faciles à trouver.

L'expérience prouve que là, comme ailleurs, c'est le rapport de force qui crée les conditions d'apparition de cette volonté politique. Les socialistes s'inscrivent dans cette démarche et c'est bien pour cela qu'ils continueront sans relâche à leur place et aux côtés des travailleurs de Job à mobiliser l'opinion publique à propos d'un sujet qui, parce qu'il a valeur d'exemple, concerne tous les habitants du grand Toulouse.



LA DEPECHE
DU MIDI

Job-Parilux

Jean-Claude Paix répond à Jean-Jacques Mirassou

« Dans un article intitulé « Job-Parilux, la grande famille s'est mobilisée », Jean-Jacques Mirassou prétend que la mairie manifesterait peu de volonté d'action face à la situation délicate de cette entreprise et de ses personnels.

« Je constate, à regret, qu'une fois de plus les élus municipaux socialistes utilisent les difficultés rencontrées par certains Toulousains à des fins purement politiciennes.

« Dominique Baudis a reçu les représentants du personnel ; je les ai moi-même rencontrés à plusieurs reprises. Nous sommes

intervenus auprès des ministères concernés et nous continuons nos démarches avec opiniâtreté et détermination afin de tenter de trouver une solution acceptable par tous à ce dossier délicat.

« Pendant que nous travaillons pour faire avancer les solutions, M. Mirassou fait de la polémique. C'est regrettable, car l'enjeu que représente le sauvetage d'une entreprise mérite le consensus des élus municipaux. L'attitude de M. Mirassou n'est pas responsable. »

Jean-Claude PAIX,
député, conseiller général.